

L'APÔTRE

PUBLICATION MENSUELLE

DE

L'ACTION SOCIALE CATHOLIQUE

Rédaction et Administration : 103, rue Ste-Anne, Québec

VOLUME XI

QUÉBEC, AOÛT 1930

N° 12

A l'oeuvre



UN événement important s'est produit depuis notre dernier numéro : les élections fédérales canadiennes.

Inutile de rappeler ce qui s'est passé, car tous les Canadiens sont bien au courant ; la presse quotidienne, la radio leur ayant donné au fur et à mesure tous les renseignements.

Le parti au pouvoir a été renversé et le parti conservateur a pris le gouvernement. Le Cabinet est formé et actuellement à l'oeuvre.

La presse quotidienne a longuement étudié les causes du changement surprenant pour un grand nombre qui s'est produit, cette année, surtout dans la province de Québec, où depuis 1917 la presque totalité des députés étaient libéraux. Ceux qui suivent les différents mouvements électoraux n'ont pas manqué d'affirmer que la cause première de ce qui s'est produit, on la trouve dans la crise économique que nous commençons.

En temps de crise, il n'est pas bon pour ceux qui sont au pouvoir de faire des élections, car l'électeur a depuis longtemps pris l'habitude de rejeter sur les épaules de ceux qui gouvernent les responsabilités des malaises qui s'abattent sur lui. Lorsqu'il y a crise, le peuple est mécontent et saisit la consultation populaire pour exprimer ce mécontentement.

Au contraire, lorsque la prospérité règne et que le peuple est heureux, une consultation populaire est une affaire gagnée pour le Gouvernement. Si, par exemple, le blé se vend mal, on s'en prend au gouvernement ; s'il se vend bien, on loue le parti au pouvoir. Il en est de même pour la pêche bonne ou mauvaise, pour le commerce, l'agriculture, etc. . .

En plus de cette crise économique, d'autres causes ont influencé le résultat du vote. Nommons la question du beurre, le chômage, la pension du vieil âge.

Le chômage, le parti au pouvoir a eu tort d'en nier l'existence, puisqu'il existe et saute aux yeux de tous. Il aurait pu l'expliquer, mais il a tâtonné, pendant que son adversaire promettait de le faire disparaître, ce qui sera tâche ni facile ni rapide.

La question du beurre n'a pas été comprise et ne l'est pas encore. Il s'agit de savoir deux choses : allons-nous signer des traités de commerce, c'est-à-dire échanger nos produits avec ceux des autres pays ; allons-nous acheter du beurre à l'étranger, si nous voulons en manger, cependant que nous n'en produisons pas suffisamment pour répondre à nos propres besoins ? Il s'agit encore de savoir pourquoi, le vrai pourquoi, notre beurre ne peut soutenir la concurrence du beurre étranger même sur notre propre marché. A cette dernière question, les experts en choses agricoles disent que nous ne pouvons soutenir la concurrence, parce que notre lait nous coûte trop cher, et notre lait nous coûte trop cher, parce que nous ne pratiquons pas la sélection de nos troupeaux et que nos troupeaux, en conséquence, ont un rendement en lait inférieur.

*

* *

Maintenant que tout est fini et que nous avons un nouveau gouvernement suffisamment fort pour gouverner, il nous faut nous mettre à l'oeuvre, car on l'a dit et il faut se le répéter la crise ne fait que commencer. Cette crise, selon les économistes, durera plusieurs années et elle ne se passera pas seule.

Il est vrai que le temps est un remède à bien